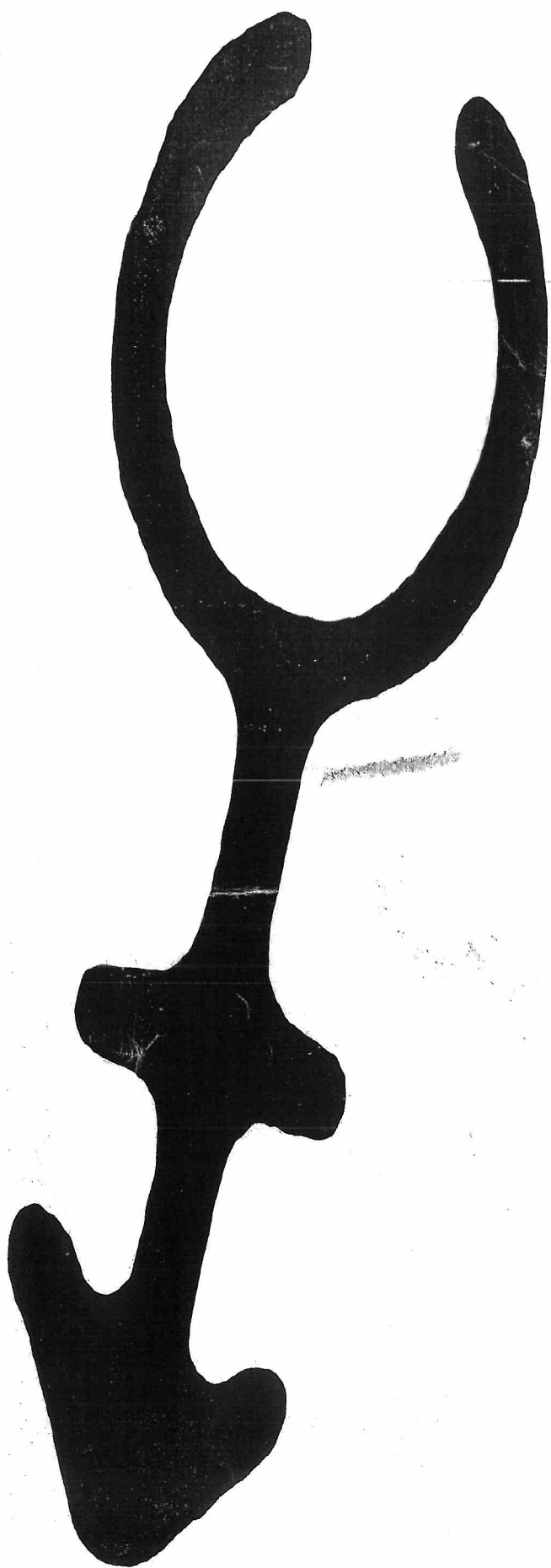
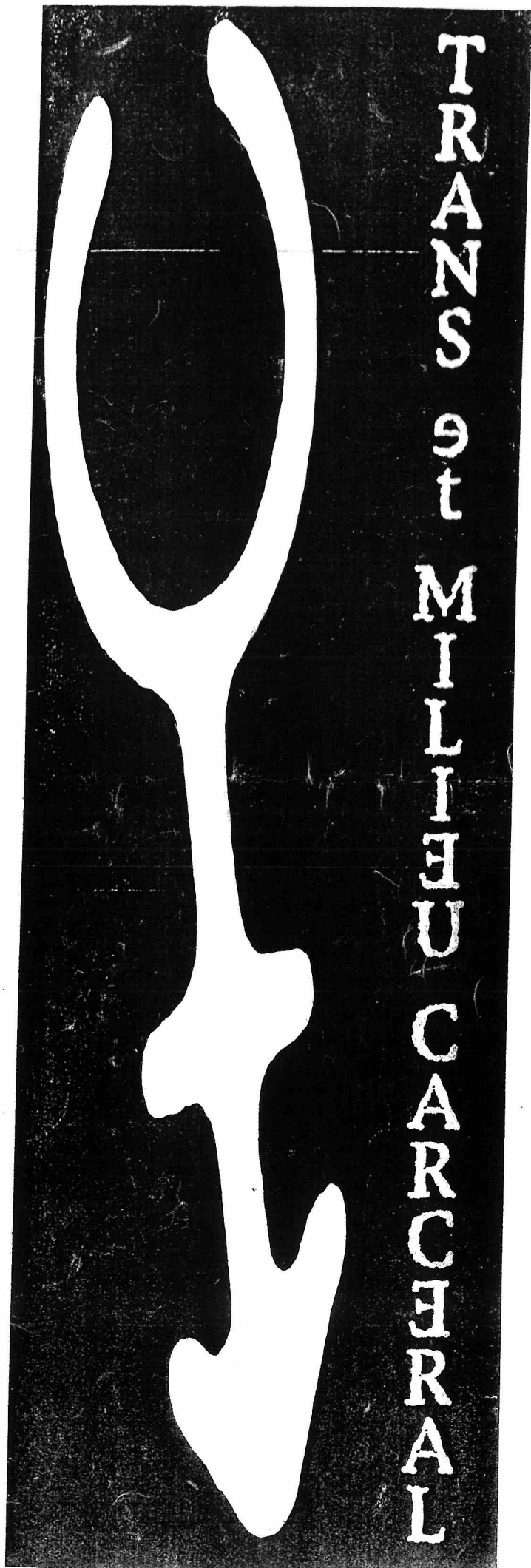




Editions
des_zentraveEs



TRANS et MILIEU CARCERAL

TransE et milieu carcéral est la traduction de 2 textes américains qui relate la vie en prison des personnes transgenres et transsexuelles, et les problèmes liés à la transphobie spécifiques aux milieux carcéraux.

Evidement ces problématiques ne sont que le miroir grossissant de la transphobie "ordinaire" que les personnes transE vivent au quotidien.



PAS DE PRISONNIER-E OUBLIÉ-E

**LE COMBAT POUR LES PRISONNIER-E-S
TRANSGENRES
PAR KEVIN WEAVER**

En tant qu'activistes voulant réformer la prison, des droits des prisonnier-e-s, et/ou abolitionnistes, nous trouvons souvent que notre énergie et notre travail va dans le sens de préserver et combattre pour les droits et les acquis que nous avons obtenus, pendant que les forces d'oppression et de punition sont constamment en train d'essayer de les détruire. A beaucoup d'égards, notre activisme est souvent dépensé pour préserver le statu quo à la place d'aborder le système punitif/carcéral de nouvelles manières et à partir d'angles nouveaux. Nous, pour la plupart, sommes continuellement dans un combat défensif pour stopper de nouvelles attaques contre les droits des prisonnier-e-s et ceux/celles qui s'intéressent à eux/elles. Récemment, ces attaques ont consisté en l'annulation de visites pour certain-e-s prisonnier-e-s, l'assaut sur l'intimité avocat-e/client-e, et l'interdiction pour les médias et les enquêteurs/trices des droits humains d'interviewer les prisonnier-e-s. Mais pendant cela peut sembler décourageant de réaliser que préserver un statu quo inadéquat est trop souvent notre axe de lutte, cela reste un combat nécessaire que nous devons entreprendre pour bloquer les assauts supplémentaires à l'encontre des droits des prisonnier-e-s. Cependant, tout espoir n'est pas perdu, et certain-e-s activistes abordent le complexe carcéro-industriel de nouvelles manières qui donnent des résultats.

LA TRANS/HOMOPHOBIE PARMI LA COMMUNAUTÉ ACTIVISTE DES PRISONS

Une des nouvelles manières dont des activistes abordent le système est en demandant des droits pour les prisonnier-e-s transgenres. Ils/elles sont une classe de prisonnier-e-s qui ont toujours existé mais qui, comme les prisonnier-e-s gays, bisexuel-le-s, et lesbiennes, ont été ignoré-e-s, maltraité-e-s, et opprimé-e-s, même parmi les prisonnier-e-s. L'animosité montrée envers ces prisonnier-e-s et la tentative de les invisibiliser va bien au-delà des murs des prisons et transparait dans la société, où elles sont acceptables sous des formes de bla-

qu'elle a été battue, torturée et même, une fois, violée par la police à Managua. Dans la prison de Sacramento, elle a trouvé la même intolérance -ce qu'elle décrit comme la « culture macho » dont elle a souffert au Nicaragua.

Cependant, la plupart du temps, Espinoza, tout comme Tate, est maintenant gardée presque totalement isolée, enfermée dans sa cellule 23 heures par jour, avec seulement une heure passée dehors pour la "promenade". Elle est dans ce que les autorités de la prison appellent "une séparation totale". Ce qui est généralement réservé aux détenuEs qui ont eu des problèmes disciplinaires. Mais, dans le cas de Espinoza et Tate, leur isolation tient seulement au fait qu'elles sont transgenres. On leur dit que "l'isolation totale" leur est imposée pour leur propre sécurité. Les deux femmes se sont plaint qu'elles ne peuvent pas parler ni entre elles ni aux autres détenus et que, en dehors du fait qu'elles s'ennuient ferme à force d'être confinées dans une cellule toute la journée, en isolation totale, elles ont à peine le temps de se doucher et de passer des coups de téléphone. Chris Daley, avec le "Transgender Law Center" à San Francisco, déclare qu'il n'est même pas sûr que l'isolation totale pour les prisonnierEs transgenrEs soit légale. "Ca n'est pas sérieux. Il s'agit tout simplement de pénaliser quelqu'un-e à cause de son identité transgenre", dit-il.

Une des avocates de Espinoza, Dani Williams, qui est elle-même transgenre préopérée male-to-female, raconte que la politique de la prison de Sacramento à propos de l'incarcération des transgenres va dans le mauvais sens. "Quand je les regarde, je vois des femmes. Réduire la situation à savoir si elles ont un pénis est complètement ridicule", déclare Williams. Elle propose que les détenues qui s'identifient comme des femmes devraient être incarcérées dans la prison du côté des femmes. Quand on lui demande si elle pense que les détenues femmes s'opposeraient à une telle mesure, Williams répond que c'est possible mais qu'une telle politique serait meilleure pour la sécurité des détenues transgenres. "Si nous devons faire une erreur, il faudrait mieux que ce soit dans le sens d'une plus grande protection des personnes qui ne peuvent se protéger elles-mêmes", dit-elle.

Les défenseurs des droits des transgenres, et des droits des prisonnierEs en général, disent que beaucoup d'institutions correctionnelles ont du mal à protéger les personnes transgenres, gay ou les hommes hétéros des agressions sexuelles. Selon l'organisation "Stop Prison Rape" ("Stop aux Viols dans les Prisons"), 25% des hommes en détention sont agressés sexuellement.

Chris Daley, l'avocate du Transgender Law Center, déclare que les statistiques concernant les agressions sexuelles et les maltraitements sur les détenuEs transgenrEs sont presque inexistantes, mais que pendant la seule année passée, elle a reçu des douzaines de plaintes. "Je suis stupéfaite par l'intensité des attitudes et de la haine anti-transgenres que je rencontre. Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg", dit-elle.



Sources

"No prisoner left behind - the fight for transgender/gendervariant prisoners" par Kevin Weaver, et "What's She doing in the Men's Jail?"

Break the chains PO box 11331, Eugene, Oregon
97440, USA.

cause de la pression exercée par leurs avocatEs et à cause de l'attention récente portée sur des maltraitances beaucoup plus sérieuses sur des détenuEs transgenreEs à l'intérieur de la prison –des maltraitances qui vont bien au-delà des insultes ou railleries.

Par exemple, une ancienne détenue transgenre, Kelly McAllister, déclare que des autorités négligeantes l'avaient mise dans une cellule avec un autre détenu qui l'a violée. Ceci s'est passé en dépit de ce qu'elle croyait être la politique de la prison, c'est à dire de séparer les détenuEs transgenreEs du reste de la population. Et Tates déclare, "il y a deux ans, que les autorités avaient rendu plus facile son viol par un autre détenu.

Dans la grande majorité des prisons de Californie et des Etats-Unis, les personnes transgenreEs préopérées sont "classées" en fonction de leurs organes génitaux. A cause de leur féminité, celles qui s'identifient comme des femmes sont considérées comme étant particulièrement vulnérables aux insultes et aux viols, ainsi la plupart des institutions ont des logements protégés pour les personnes transgenres. Dans certaines prisons, il y a des unités spéciales installées à part et dans lesquelles les détenuEs transgenreEs sont incarcérées ensemble. Dans le système carcéral Californien, presque toutes les détenuEs transgenreEs sont logées dans le Centre Médical de Californie à Vacaville parce qu'on considère que le statut des transgenres relève du domaine médical.

Espinoza est nerveuse depuis quelques jours. Pendant une récente interview à la prison, à travers l'épaisse vitre du parloir, Espinoza sursautait clairement à chaque fois qu'un gardien passait derrière elle, chose qu'ils font fréquemment. Elle parle anglais avec quelques difficultés et a pris l'habitude de dire « exaaaaactement » avec son fort accent nicaraguayen chaque fois qu'elle sait qu'on la comprend.

Espinoza quitte le Nicaragua en 1987, après avoir rencontré des membres d'un mouvement naissant pour les droits des gays et des lesbiennes dans ce pays et devient convaincue qu'elle sera plus heureuse aux Etats-Unis. Elle vit légalement pendant deux ans à New York, où elle est serveuse dans des restaurants, avant de déménager à San Francisco. Mais après un moment elle arrête de se déclarer aux services d'Immigration et de Naturalisation et arrête de travailler à cause de son statut illégal. Cela fait douze ans que Espinoza vit illégalement aux Etats-Unis quand elle est arrêtée et condamnée pour la vente de marijuana. Elle ne fait que 45 jours dans la prison de San Francisco, mais son crime attire l'attention des services d'Immigration et de Naturalisation, qui attendent que sa détention à San Francisco soit terminée. Puis, elle entre dans le monde obscur de la "détention provisoire", pendant que les services d'Immigration commencent la procédure de déportation vers son pays d'origine, le Nicaragua.

On dit à Espinoza que les services d'Immigration et de Naturalisation utilisent trois prisons dans cette partie du nord de la Californie pour incarcérer les détenuEs qui sont dans son cas: Oakland, Yuba County et Sacramento. A ce moment-là Espinoza souffre de problèmes de santé et demande à être envoyée à Sacramento parce qu'elle a entendu que la prise en charge médicale est meilleure. Mais Espinoza dit qu'on s'est très peu occupé d'elle à la prison de Sacramento. Espinoza, qui est séropositive, a aussi porté plainte contre la prison au niveau fédéral pour ne pas lui avoir donné ses médicaments comme il convient.

Elle se bat contre sa déportation par l'intermédiaire de la Convention Internationale Contre la Torture. Espinoza déclare qu'elle a été arrêtée plusieurs fois au Nicaragua sous le coup de la loi anti-sodomie de ce pays et

gues stéréotypées sur la prison, mais pas vues comme concernant des êtres humains avec des droits. Malheureusement, la communauté activiste des prisons a aussi joué un rôle dans ce problème pénétrant parmi le système judiciaire dans son entier et de la manière dont il se rapporte aux prisonnier-e-s "queers". Cela peut être une chose de défendre le frère dans le couloir de la mort, mais les "pédales, camionneuses, et tantouses" sont livrés à eux/elles mêmes ou n'existent pas.

Une partie du problème parmi la communauté des droits des prisonnier-e-s est son homophobie et sa transphobie incontestées. Beaucoup d'entre eux/elles pensent qu'ils/elles sont au-delà de ça, quand en fait ils/elles n'ont même pas réfléchi dessus. Une part du problème réside dans les ancien-es prisonnier-e-s qui font sortir le manque de respect envers les prisonnier-e-s "queers", qu'ils/elles ont appris ou perpétué en prison, à l'extérieur dans la communauté activiste, qui à son tour les regarde comme des baromètres idéologiques sur comment l'activisme sur les prisons devrait avancer.

Ceci pourrait aisément être appris de l'exemple passé d'Eldridge Cleaver, dont le livre "Soul on Ice" ("L'âme sur la glace") a donné naissance à une nouvelle génération d'activistes sur les prisons qui étaient tou-te-s trop de bonne volonté pour ignorer sa haine aucunement ébranlée et sans honte des "queers" et ses attitudes sexistes. Bien que c'était à l'époque, les choses ont changé doucement et c'est seulement avec la pression extérieure que les attitudes se sont atténuées. Mais le défi continue, quand nous avons vu des activistes pour les prisonnier-e-s "queers" sommer la célébrité du couloir de la mort, Mumia Abu Jamal, et l'organisation de Philadelphie MOVE de publier un communiqué sur leurs sentiments envers les queers après qu'il fut mis à jour que MOVE avait une idéologie hétérosexiste.

LA RÉVOLUTION PAR L'ACTIVISME POUR LES PRISONNIER-E-S TRANS

Ce qui est excitant pour les activistes des prisonnier-e-s combattant pour les droits des transgenres est que nous sommes en train de frapper le système carcéral sur un point aveugle, sur lequel il n'a jamais eu à se défendre avant. Les directeurs/trices de prison se sont toujours permis le luxe d'ignorer les prisonnier-e-s "queers" parce que dans le passé personne ne s'est intéressé à eux/elles et s'ils/elles (les directeurs/trices) le reconnaissent, c'est pour les utiliser comme des pions dans le cadre des politiques carcérales.

Auparavant, il n'y avait pas de mouvement extérieur pour les droits civiques des lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, et transgenres posant des revendications. Il n'y avait pas de lois sur la famille ou d'articles contre la discrimination concernant le logement et le travail, et assurément il n'y avait pas mention, jusqu'à maintenant, des droits des transgenres, séparés des gays et des lesbiennes, qui ont fait face à un mélange d'harcèlement sexuel et d'hétérosexisme. Quand le mouvement a changé sur la question de la libération sexuelle pour inclure la "libération du genre", il a commencé à pénétrer tous

les aspects de la société. C'est maintenant que les forces répressives et réactionnaires communes dans la société font face à un nouveau cri pour la liberté, un qu'elles vont aussi avoir à combattre dans la lutte grandissante pour la véritable libération humaine.

Alors que la population carcérale a explosé, surtout en Californie et au Texas, le nombre de personnes travaillant en prison a fait de même. Beaucoup de ces prisons sont situées dans des zones rurales qui ont incontestablement une culture de droite et qui sont dirigées par des gens de ces communautés. Il y a, si vous voulez, un clash des civilisations quand les travailleurs/euses de la prison de ces zones sont confronté-e-s à tout type de personne de tout type de communauté. Donc une présence visible, activiste en faveur d'une population dont la plupart de ces travailleurs/euses n'ont jamais rien su, ou voulu prétendre ne pas savoir, cela a certainement des impacts. Exercer une pression pour les droits des prisonnier-e-s transgenres/queers ne travaille pas seulement pour étendre et protéger les droits humains de tou-te-s les prisonnier-e-s, mais fait connaître des demandes idéologiques dans la communauté en dehors des murs pour faire savoir qu'il y a une réalité au-delà des rôles genrés binaires. Ces idées subversives sont amenées dans ces maisons rurales, involontairement et à contre-cœur, par les prisonnier-e-s et le staff de la prison plus efficacement que les proclamations émanant des activistes libéraux de la ville.

LE SYSTÈME DE SANTÉ EST LA CLEF

Silencieusement, en ce moment, beaucoup de combats ont lieu tout autour du monde concernant les droits des prisonnier-e-s trans, tels que où ils/elles devraient être enfermé-e-s, quels sont leurs besoins physiques et de santé mentale, ce que le système leur doit comme la protection, etc. D'une manière non remarquable, beaucoup de ces combats et de ces acquis sont en train de se passer dans des pays avec des systèmes de santé socialistes comme l'Australie, la Grande-Bretagne, et le Canada. Peut-être que c'est à cause du seul facteur que les prisonnier-e-s queers dans ces pays n'ont aucun droit du tout.

Cependant, les services médicaux pour les prisonnier-e-s transgenres reste une des priorités principales dans les vies des prisonnier-e-s trans. Souvent, si ce n'est pas toujours, les prisonnier-e-s transgenres qui ont pris des traitements hormonaux dans la rue en sont arbitrairement privé-e-s dès qu'ils/elles entrent dans le système carcéral. Pour un-e prisonnier-e transgenre, cela peut signifier une détérioration des changements corporels qui ont été fait, ce qui affecte la santé physique et mentale du/de la prisonnier-e. Des directeurs/trices de prison "efficaces" cherchent à satisfaire les prisonnier-e-s à travers différents stimulants comme les visites conjugales, l'accès aux radios, et le droit de porter des habits civils pendant la nuit et les week-ends, espérant ainsi éviter les émeutes dans la prison et les suicides.

Un-e gardien-ne ou un-e fonctionnaire médical-e

« elle » quand on parle d'elle.

Il y a deux ans, elle commence ce qu'on appelle une transition. La transition implique bien plus que l'opération du « changement de sexe » au cours de laquelle un pénis est remplacé par un vagin. Espinoza est transsexuelle préopérée, encore à des années de la chirurgie. Elle a adopté un nom et des vêtements féminins. Tous les hommes qui choisissent de devenir des femmes, et vice versa, sont obligéEs d'avoir un suivi psychologique pendant au moins deux ans pour être sûrEs qu'ils/elles veulent vraiment s'engager dans la transformation. Espinoza suit également un traitement d'hormones femelles qui aident son corps dans la transition vers le genre qui est le sien depuis longtemps. Bien qu'elle ait presque quarante ans, sa barbe ne pousse pas plus épaisse que celle d'un adolescent, et finalement, elle disparaîtra complètement. Ses seins ont aussi poussé.

Espinoza a quitté le Nicaragua à cause des violations des droits humains et demande asile aux Etats-Unis. Au Nicaragua, il est illégal d'être gay, lesbienne ou transsexuel-le. « Ils tuent les transgenreEs dans mon pays », témoigne-t-elle.

D'après les réclamations déposées par Espinoza et d'autres co-détenuEs transgenreEs au « Sacramento County Board of Supervisors », le département du sheriff de Sacramento viole aussi régulièrement les droits des transgenres. Ces plaintes sont les précurseurs de poursuites civiles et soulignent les nombreux exemples de discriminations, d'insultes de la part du personnel de la prison et de harcèlement sexuel contre Espinoza et d'autres co-détenuEs transgenreEs. Tout ça donne une idée de la vie des transgenreEs qui sont misEs à l'écart et subissent des punitions cruelles et inacceptables dans la prison principale de Sacramento.

Prenons, par exemple, l'humiliation qu'est « la lessive » quand on demande à tous les détenus de la prison des hommes de quitter leur cellule, en ne portant qu'une simple serviette, afin d'échanger leur uniforme orange sale contre un propre.

Espinoza et une autre détenue transgenre préopéré, Jackie Tate, ont protesté auprès des autorités de la prison parce qu'on leurs refusait à tous deux l'utilisation de brassières. La prison fournit régulièrement des brassières aux détenues femmes de la prison, mais Espinoza et Tate sont considérées comme des hommes par les autorités de la prison parce qu'elles ont toutes les deux encore un pénis. Tate déclare qu'un des sergents lui a simplement dit, « Tu es un homme. Il n'y a aucune raison que tu aies un soutien-gorge. » Elle affirme qu'elle avait pourtant avec elle un document médical signé d'une des infirmières de la prison qui demandait à ce qu'un soutien-gorge lui soit donné.

Ainsi, pour Espinoza et Tate, le moment de la lessive signifiait être exposées aux moqueries et insultes des autres détenus. "Ils se mettaient à crier, hé salope !" ou "Regardez ce type. Il a des seins !" déclare Tate. Toutes deux disent que les gardiens se joignaient aussi à plusieurs occasions aux railleries.

L'épreuve de la lessive ainsi que d'autres hostilités ont commencé à jouer sur le moral de Tate dit-elle. « J'ai commencé à avoir des pensées suicidaires. J'ai commencé à détester le fait d'être transgenre. » La plainte déposée par Tate mentionne qu'en dépit du fait qu'elle ait rapporté les nombreuses fois où elle a été harcelée sexuellement et maltraitée, les autorités de la prison ont ignoré ses requêtes. Espinoza et Tate ont toutes les deux raconté que la prison a récemment changé sa politique et leurs donnent, la plupart du temps, des soutien-gorges, et a arrêté de leurs demander de quitter leur cellule torse-nu. Toutes deux pensent que c'est à

Le système parie sur le fait que les prisonnier-e-s seront toujours des parias sociaux et que le monde extérieur ne s'y intéresse pas. Au sein du complexe Carcéro-industriel, dans les esprits des souteneurs de la pauvreté, tant qu'il y a des prisonnier-e-s, il y a du travail. Nous voulons que ces gens aient aussi du travail, mais pas au dépend de nos sœurs et de nos frères. Pour chaque prisonnier-e sur les 2 millions que nous avons maintenant, il doit y avoir une personne à l'extérieur qui exige que s'il/elle doit purger une peine, il/elle devrait la purger sans la brutalité et la torture qui sont présentes dans les prisons aujourd'hui. Nous devons demander que s'il/elle a à la purger, nous en tant que communauté, autant que les prisonnier-e-s, devons bénéficier de leur "temps libre" et qu'une vraie justice soit rendue, pas le simulacre de justice qui se répand dans le système judiciaire américain.

C'est alors qu'aucun-e prisonnier-e, peu importe son identité de genre, ne sera oublié-e.

Kevin Weaver est un activiste des droits des prisonnier-e-s au sein du Trans & Gender Variant in Prison (TIP) Committee (Comité des Transgenres en Prison) et du HIV/Hépatite C in Prison (HIP) Committee of California Prison Focus (Comité VIH/Hépatite C en Prison), basé hors de San Francisco. Il est aussi l'ancien coordinateur pour San Francisco du Prisoner's Literature Project (Projet de Littérature des Prisonnier-e-s) et co-organisateur de Locked Out: Lesbians, Gays, Bisexuals, and Transgenders Behind Bars (Enfermé-e-s : Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s et Transgenres Derrière les Barreaux), un forum communautaire sur les droits des prisonnier-e-s queers. Actif dans un certain nombre de mouvements de justice sociale, il se considère lui-même fièrement comme un ancien prisonnier politique qui a passé 3 jours enfermé avec 300 manifestant-e-s de Free Mumia (Libérez Mumia), arrêté-e-s sur des charges forgées de toute part dans l'intention de réprimer la dissidence politique lors du 50^{ème} Anniversaire des Nations Unies qui s'était tenu à San Francisco.



Que fait-elle dans une prison pour homme ?

Obligée de marcher à moitié nue, violée, gardée en isolement. La vie d'une prisonnière transgenre à la prison du comté de Sacramento est tout simplement un enfer.

Une fois par semaine, les matons de Luisa Espinoza l'obligeaient à marcher sous les moqueries et les rires des hommes qui regardaient avec insistance ses seins et hurlaient des insultes. On la traitait de « pédale » et on la menaçait de viol. « C'était terrible. Les détenus et les matons se moquaient de moi, riaient et faisaient des blagues homophobes, » dit-elle. C'était le genre d'humiliations auxquelles elle s'était habituée dans son pays d'origine, le Nicaragua. Mais ça n'était pas le Nicaragua. C'était la prison des hommes du comté de Sacramento.

Espinoza est transgenre. Elle est née biologiquement homme. Mais depuis sa petite enfance, elle s'est toujours considérée comme une femme. Elle s'habille, parle et se coiffe comme une femme. Ses cheveux sont maintenant longs et blond décolorés, bien qu'ils aient repoussé sur plusieurs centimètres de leur couleur châtain naturelle pendant sa détention en prison, depuis qu'on la mise là pendant que les services d'Immigration et de Naturalisation font tout ce qu'ils peuvent pour l'expulser. Et, comme vous l'avez sans doute remarqué, Espinoza préfère qu'on utilise le pronom féminin

"compétent" verrait que les prisonnier-e-s transgenres recevant les services médicaux et de santé mentale appropriés (par exemple, l'accès aux hormones, un relâchement du code vestimentaire, des opportunités d'être transféré-e vers une prison spécifiquement genrée de leur choix) pourraient prévenir des situations où ils/elles pourraient se rebeller.

Etant donné que la communauté transgenre en prison représente toujours un petit pourcentage de la population carcérale, l'émeute comme moyen de s'exprimer n'est pas une option, donc beaucoup de prisonnier-e-s s'ôtent la vie à force de frustration et de fatigue. Cependant, bien que le/la prisonnier-e soit transgenre, chaque suicide de prisonnier-e affecte le moral de la population carcérale dans son ensemble. Malheureusement, la plupart des directeurs/trices de prison échouent toujours à en venir aux prises avec cette situation.

Les transgenres représentent aussi un bon pourcentage des prisonnier-e-s vivant avec le VIH/SIDA. La préoccupation de la santé des prisonnier-e-s séropositifs/ves varie d'Etat à Etat, mais tous les Etats partagent le manque commun d'un système de santé carcéral adéquat. Souvent, dans les prisons avec des unités VIH, celles-ci sont dirigées par des médecins et des infirmier-e-s qui ne sont pas des spécialistes du VIH et n'ont pas de connaissances du dosage ou des effets des médicaments. Beaucoup d'entre eux/elles ont été réprimandé dans le monde extérieur et sont en liberté surveillée pour des raisons comme le harcèlement sexuel ou la négligence médicale. Le staff médical dans ces prisons joue souvent le double rôle de gardien de prison et de fournisseur de services médicaux. Cette dualité mène souvent à des négligences médicales si sévères qu'on a vu des prisonnier-e-s dans diverses institutions tomber comme des mouches à cause du manque d'attention médicale. Certain-e-s sont mort-e-s à cause d'abcès qui auraient pu être évités si seulement le/la prisonnier-e avait eu accès à du savon et de l'eau. Certain-e-s, comme Jennifer Sutton à la Prison d'Etat de Californie – Corcoran, sont mort-e-s à cause de la rupture d'un rein qui aurait pu être évitée, même après que des activistes aient alerté le staff de la prison du nombre important de prisonnier-e-s avec des estomacs distendus.

Les prisonnier-e-s transgenres vivant avec le VIH font face à une double stigmatisation ; évité-e-s par les prisonnier-e-s et le staff à cause de leur statut VIH, moqué-e-s et dénigré-e-s à cause de leur identification de genre. Les médecins mentent ou sont ignorant-e-s quand ils/elles répondent à des prisonnier-e-s séropositifs/ves, transgenres qui leur demandent une thérapie hormonale, que les séropositifs/ves ne peuvent pas prendre d'hormones. Certain-e-s révèlent juste la vraie raison et disent "elles sont trop chères, vous n'en avez pas besoin".

Médecins et infirmiers, comme le reste du staff de la prison, ont quelquefois été au centre de cas d'abus sexuel. Une femme transsexuelle opérée enfermée à l'Etablissement pour Femmes de Californie Centrale a essayé de se suicider à cause du grave harcèlement qu'elle subissait de la part des matons. Sur son lit d'observation, son psychiatre lui a demandé de se déshabiller pour pouvoir juger d'elle. La logique de la prison doit être, "prenons ces médecins qui ont été

réprimandé dans le monde extérieur pour agression sexuelle et embauchons les en prison pour qu'au moins personne ne puisse dénoncer l'agression quand cela arrive. Et si cela arrive, nous prétendrons juste que rien n'est arrivé parce que hé, le prix est correct!"

L'ABUS EST RÉEL

Le staff ne joue pas un rôle positif, ou très peu, dans la question du respect des prisonnier-e-s transgenres (ou de leurs visiteurs/teuses !), autant dans les établissements pénitentiaires pour hommes que pour femmes. En effet, c'est souvent leur incitation et leur harcèlement des prisonnier-e-s transgenres qui cause un harcèlement accru venant d'autres prisonnier-e-s, dont beaucoup n'avaient pas de problème avec les transgenres. Les types d'abus et de harcèlement sont variés, allant du nom utilisé à la violence réelle. Dans mes interviews, j'ai entendu des prisonnier-e-s à qui on faisait porter des vêtements insultant (blouses d'hôpitaux quand ils/elles ne sont pas malades), appelé-e-s de tous les noms de "ça" à "pd, fouillé-e-s à nu-e devant un parterre de prisonnier-e-s et de gardes, forcé-e-s d'accomplir du sexe oral, forcé-e-s de se déshabiller et de danser pendant que le maton se masturbe, forcé-e-s d'être dans une cellule individuelle quand d'autres prisonnier-e-s étaient enfermé-e-s dans un dortoir de 8 personnes, extrait-e-s de cellule (enchaîné-e-s, gazé-e-s, et battu-e-s jusqu'à la perte de connaissance), et violé-e-s.

Il n'y a pas de justice pour beaucoup de ces prisonnier-e-s, vu que les plaintes qu'ils/elles déposent contre le staff pendant qu'ils/elles sont en prison sont "perdues" et par conséquent ne reçoivent jamais aucune réponse. Et bien sûr, les représailles sont la règle pour avoir parlé, donc les prisonnier-e-s trans ont des choix sérieux à peser en prenant ces risques. Dans le cas d'un viol, le/la prisonnier-e pourrait être étiqueté-e comme balance s'il/elle le dénonce, et balancer est une sentence de mort de facto. Il est très rare que des prisonnier-e-s puissent régler un litige avec succès sans l'aide d'un-e avocat-e, et beaucoup d'avocat-e-s ne veulent pas travailler gratuitement à moins qu'il n'y ait une bonne chance d'obtenir un règlement conséquent. Ces accords finissent, selon mon opinion, par blesser le mouvement pour les droits des prisonnier-e-s trans, car ils sont en réalité l'argent "du silence" et ne réclament aucun changement profond.

Un avis légal ici aux USA concernant la souffrance des prisonnier-e-s, incluant les prisonnier-e-s transgenres, est la décision Farmer contre Brennan. Dans cette décision, la Cour Suprême a statué que l'administration de la prison pour hommes où Dee Farmer, une femme transgenre avait été incarcérée, avait réagi avec une "indifférence délibérée" après qu'elle ait apporté avoir été violée par d'autres prisonnier-e-s. Après avoir été libérée sur parole, elle l'a poursuivi en justice pour ne pas avoir mis fin aux viols qu'elle subissait, viols dont le staff de la prison avait connaissance et contre lesquels il n'a rien fait. Cependant, les seules preuves d'abus n'étaient pas suffisantes pour aller plus loin que la décision Farmer

contre Brennan car il aurait fallu prouver que le staff de la prison avait montré une indifférence délibérée après avoir su et ignoré ces conditions. Pour les prisonnier-e-s transgenres, cette voie est presque impossible à prendre pour atténuer l'abus dont ils/elles souffrent en prison.

QUE FAIRE ?

Tout d'abord, nous devons garder les transgenres hors de prison. Combattre pour les droits des prisonnier-e-s trans est un combat, mais ce serait moins que ça si nous n'avions pas tant de prisonnier-e-s au départ. Nous devons nous battre contre la condamnation minimum obligatoire, la criminalisation des drogues, la criminalisation de la prostitution, et l'accroissement des condamnations qui servent à garder les pauvres enfermé-e-s plus longtemps que leur peine. Nous devons avoir des prisons "transparentes" et se réserver le droit d'inspections surprises. Tous les travaux internes du Department of Corrections et de leurs institutions doivent être ouverts en vue d'examen minutieux par les médias, des groupes de citoyen-ne-s, et des agences gouvernementales. Nous devons abolir tous les instruments de torture dans les prisons tels que la peine de mort et les unités d'enfermement sécurisées (Security Housing Units).

Nous devons mettre en question la politique des prisons à l'intérieur de notre propre communauté et ne pas avoir peur de prendre des positions controversées, même si nous sommes les seul-e-s à en parler. Nous devons devenir actifs/ves dans notre système judiciaire et dénoncer la corruption et la bigoterie à l'intérieur des cours de tribunal. Nous devons surveiller la police et la tenir responsable pour les crimes qu'elle commet. Et bien sûr, nous devons présenter à toutes les occasions une alternative au système carcéral, une qui rencontre un écho chez les gens, a du sens, et ne dénie pas la faillibilité de nos comportements.

Le choix de son genre social doit être un droit protégé et reconnu comme une liberté indéniable autant que le droit d'aimer qui vous voulez et de dire ce que vous voulez. Nous devons amener cette conscience sur nos lieux de travail pour que personne ne puisse être discriminé-e à cause de son identité de genre ; qui à cause de la discrimination se tourne vers l'économie illégale de la rue pour survivre. Nous devons rendre nos écoles sûres pour les enfants queer et transgenres afin qu'ils/elles puissent apprendre à lire et écrire et être leurs propres meilleurs avocat-e-s.

Pour finir, nous devons nous investir dans l'activisme de terrain sur les prisons, que ce soit en conduisant des enquêtes sur les droits humains, en plaidant en faveur d'un-e prisonnier-e, en écrivant à des prisonnier-e-s, en envoyant des livres à des prisonnier-e-s, en s'opposant à des constructions de prison, en informant les prisonnier-e-s ou les libéré-e-s sur paroles de leurs droits, et en manifestant devant les prisons ou le Department of Corrections en temps de crise.